Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1738

Artikel: UDC, abuseur toi-même! : Sémantique, marketing et technologie sont les armes du parti ultra-conservateur

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024373

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

UDC, abuseur toi-même!

Sémantique, marketing et technologie sont les armes du parti ultra-conservateur

Yvette Jaggi (02 juillet 2007)

Il arrive souvent que les abusés se changent à leur tour en abuseurs. Et que les défavorisés se rattrappent sur plus défavorisés encore, désignés à leur vindicte comme les "profiteurs". L'UDC l'a bien compris, dont tout le discours consiste à dénoncer les abus, en les présentant comme des comportements typiques de certains groupes de population, entre lesquels l'amalgame, stade suprême de la stigmatisation, est vite fait: les requérants d'asile, les auteurs de délits, les bénéficiaires des prestations de l'assurance-invalidité ou des différentes formes de l'aide sociale, pour ne rien dire des personnes ayant obtenu le "privilège" d'une naturalisation facilitée.

Depuis une quinzaine d'années, l'UDC martèle le vocable d'abus, mentionné dans le titre de sa première initiative populaire fédérale, celle de 1993 *"contre l'immigration clandestine et les abus de l'asile"*, rejetée en 1996 sous le label abrégé au premier terme. La suspicion n'en a pas moins fait son chemin dans les esprits, au point d'inspirer les deux aggravations de la législation sur le droit d'asile, en 1999 et 2006, avant la prochaine, sur le renvoi des jeunes délinquants.

Tirant profit du manque de réaction adéquate à ses insinuations successives, l'UDC maîtrise et rythme le débat, déclinant sa notion d'abus par les étrangers. Présentement, l'accent est mis sur la politique d'aide sociale. Au niveau fédéral, le round suivant est d'ores et déjà programmé, avec les nouvelles exigences annoncées par Christoph Mörgeli au lendemain de la récente votation référendaire sur l'AI. Dans les cantons et surtout les villes, l'UDC zurichoise montre l'exemple. A force d'interventions parlementaires et de pressions diverses, les hérauts locaux de Christoph Blocher ont bien failli avoir raison de la courageuse Monika Stocker, directrice des affaires sociales de la ville de Zurich. Ses collègues de la municipalité ont même dû récemment la retenir de démissionner, fatiguée par des mois de basses attaques continuelles, menées par l'UDC. La méthode est connue: monter en épingle certains comportements individuels, effectivement discutables, de la part des réputés "abuseurs", et les présenter comme le résultat direct d'une politique sociale injustement laxiste. Là aussi, la prochaine cible est annoncée: les abus générés en milieu scolaire par une tolérance coupable des enseignants et des règlements.

L'UDC n'a rien inventé. La désignation de boucs émissaires, si possible étrangers, a permis au parti national-socialiste (quel abus dans les termes!) de se faire donner le pouvoir par des citoyens dont il a parfaitement exploité les frustrations. L'opération est a priori plus difficile dans un pays à haut niveau de vie comme la Suisse contemporaine, sauf à miser sur les craintes, rognes et jalousies persistantes de ceux qui se sentent floués, à tort ou à raison. Et qui s'en prennent plus volontiers aux "abuseurs" désignés par l'UDC qu'aux grands patrons, qui ont transféré des centaines de millions de charges salariales à l'AI ou qui se réservent des rémunérations plusieurs dizaines de fois supérieures à celles de leurs collaborateurs au plus modeste bulletin de paye.

Les élections nationales de l'automne diront si l'UDC pourra continuer d'engranger le bénéfice d'une stratégie et d'un marketing politique également efficaces, qui lui ont permis de largement doubler son électorat en quinze ans et de s'établir comme le plus grand parti du pays. Pour prendre la mesure du danger, il vaut la peine de se rendre sur son site Ma maison, notre Suisse et de prendre le temps d'écouter Ueli Maurer, président de l'UDC, personnalité politique la plus connue de Suisse en dehors du Conseil fédéral, selon Isopublic.

D'ores et déjà, l'UDC a remporté un succès significatif et signifiant: elle a imposé son vocabulaire, c'est-à-dire aussi sa pensée. Elle a forcé l'usage des termes abus et abuseurs dans des contextes où ils n'avaient pas cours, suggérant

des associations d'idées particulièrement pernicieuses. Comme si toute demande d'asile était abusive, comme si toute personne immigrée recevant des prestations sociales les percevait abusivement.

Et comme si l'UDC avait une "explication" et une solution pour tous les problèmes des Suisses.

Violence des jeunes, opportunisme politique

Et un nouveau bouc émissaire commode pour Blocher

Jean-Daniel Delley (02 juillet 2007)

Rouler les mécaniques, c'est la posture habituelle du chef du département fédéral de justice et police. Pas de surprise donc à l'annonce des mesures présentées vendredi dernier en riposte à la violence des jeunes. Répression toujours. Rien de nouveau, d'autant moins que ces mesures sont déjà en vigueur et ressortissent à la compétence des cantons. Qu'importe, l'essentiel est d'occuper le terrain, de capitaliser les graves infraction commises par des mineurs ces derniers mois, de signifier à la population que le gendarme fédéral est bien présent et déterminé à agir. Et surtout de mettre en valeur le bouc émissaire, l'étranger. Bref c'est le chef de parti en campagne électorale qui s'est exprimé, et non le magistrat.

Thomas Kessler, le délégué bâlois à l'intégration, a bien résumé la situation: *«En Suisse, celui qui cherche un suivi dans la prise en charge a intérêt à commettre un délit»*. Ce ne sont pas les mesures de répression qui font défaut, mais bien une stratégie efficace de prévention. Faut-il rappeler que l'UDC, si soucieuse de résoudre le problème de la violence des jeunes, refuse systématiquement tout projet visant à favoriser l'intégration des étrangers.

Faire cotiser les dividendes?

Les premiers secours pour l'AI doivent passer avant la prospective sur le financement de la sécurité sociale

André Gavillet (28 juin 2007)

Samedi déjà, les délégués du parti socialiste suisse seront saisis d'une proposition nouvelle: prélever 5% sur les dividendes pour financer l'AI, son fonctionnement et la réduction de sa dette, et mieux doter l'AVS. Pourquoi cette hâte sur des sujets qui sont au répertoire politique depuis longtemps?

Le programme économique du PSS, adopté en 2006, prévoit pour le financement de l'AI et de l'AVS une hausse échelonnée de la TVA dans une perspective européenne. Depuis ont été engagés un référendum sur l'allégement de l'imposition des actionnaires et une initiative d'harmonisation matérielle pour les revenus supérieurs à 200'000 francs. Enfin, dans le débat au Conseil national sur le financement de l'AI, le PS, après avoir défendu la hausse des cotisations salariales, s'est rallié à l'augmentation de la TVA (compromis de Flims) demandant même qu'elle ne soit pas limitée dans le temps. Alors pourquoi brusquement enfourcher un nouveau cheval de bataille?

La première explication est pédagogique. Le PS est conscient que la TVA demeure peu populaire dans ses propres rangs, les sondages le